

Trésoreries : Darmanin tente d'apaiser la fronde

Les syndicats de Bercy ont appelé ce lundi à une mobilisation nationale contre le projet de restructuration du réseau de l'administration fiscale.

Ingrid Feuerstein
@In_Feuerstein

C'est une mobilisation moins visible que celle des agents de la RATP à Paris vendredi. La grève dans les centres des impôts constitue néanmoins un foyer de contestation suivi avec attention au gouvernement. Les syndicats de la direction générale des finances publiques (DGFIP) ont appelé ce lundi à une mobilisation nationale face au projet de restructuration du réseau de l'administration fiscale.

Lancé en juin, ce projet prévoit la fermeture de centaines de trésoreries, remplacées par des services de gestion comptable moins nombreux, et le regroupement de centres des impôts. « Nous nous attendons à une mobilisation au moins aussi forte qu'au printemps dernier, où nous comptons 20 à 25 % de grévistes. Elle sera probablement beaucoup plus importante dans les territoires ruraux », prédit Philippe Grasset, secrétaire général de FO Finances. Cette réforme est issue des préconisations du comité Action publique 2022, qui avait planché en début de quinquennat sur la réforme de l'Etat. La Cour des comptes avait abondé dans le même sens en juin 2018, appelant les pouvoirs publics à présenter un plan de transformation à cinq ans de la DGFIP, plutôt que de fermer au coup par coup des trésoreries.

Depuis, les « gilets jaunes » sont passés par là, soulignant le désarroi d'une partie de la population face à l'éloignement des services publics. D'où la volonté de Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, de prouver que cette réforme ne réduit pas le

maillage de l'administration. D'après la cartographie présentée en juin, de nombreuses trésoreries seraient transformées en « maison de service public », où les citoyens pourraient également être en contact avec la CAF ou la CPAM.

Cette présentation permet au ministre d'afficher une hausse de 30 % du nombre de points de contacts d'ici à 2022. Une vision contestée par les syndicats qui dénoncent « un service public low cost ». « Dès lors qu'une trésorerie disparaît, ce n'est pas une maison de service public qui va rendre le service qu'attendent les citoyens, avance Nadine Gerst, secrétaire nationale de la CFDT Finances publiques. Tout le monde a droit à un service public sans faire 100 kilomètres ou via le numérique, qui n'est pas accessible à tous. »

Plus de concertation

Si le feu couve au sein de l'administration fiscale, c'est qu'elle a le plus contribué à la réduction des effectifs de l'Etat depuis quinze ans, à raison de 2.000 suppressions de postes par an en moyenne. La tendance devrait se poursuivre, puisque Gérard Darmanin a annoncé 5.775 suppressions d'emplois entre 2020 et 2022.

Comme pour les retraites, l'exécutif a préféré lâcher du lest. Alors que la concertation devait se clore fin septembre, pour une mise en œuvre à partir de janvier 2020, Gérard Darmanin a indiqué qu'il était prêt à consulter jusqu'en décembre. Il s'est aussi engagé à ce qu'aucune trésorerie ne ferme au 1^{er} janvier prochain. « S'il faut donner dans vos départements deux à trois mois de plus à la concertation, nous le ferons ! Une fois fixées ces transformations, l'Etat s'engage à ne rien changer jusqu'en 2026 », a-t-il déclaré dans une interview à « Var Matin ». Cela suffira-t-il à apaiser la contestation ? Les syndicats, eux, demandent le retrait du projet. ■